

RELOCALISATIONS : L'IMPOSTURE

La Direction Générale des Finances Publiques s'est engagée dans un vaste plan national de relocalisations de ses services dans les territoires métropolitains.

*Dans les faits, il ne s'agit pas de relocalisations, mais bien de **délocalisations**.*

Cette campagne de destructurations des services publics fiscaux et fonciers, déjà entamée, doit être terminée en 2026 !

Dans le même temps, la DGFIP continue à fermer massivement des structures de toutes natures sur l'ensemble du territoire.

Comment croire que la désertification due à un désengagement de l'État en termes d'implantation de Services publics, d'infrastructures routières ou ferroviaires pourra se résorber d'un claquement de doigts, fussent des doigts de ministres ?

Comment croire que le déménagement de ces structures participera à une véritable réimplantation de Services publics ?

À cette situation s'ajoute la mise en place des « **Espaces France Service** » (**E.F.S.**) dans les territoires ruraux.

Cette structure n'est qu'un service « boîtes aux lettres », un intermédiaire de plus entre l'usager et nos services.

Elle se présente au mieux par un agent d'accueil formé à la va-vite pour répondre en lieu et place de la CAF, la CPAM, la MSA, la CNAV, la CARSAT, le Ministère de l'intérieur, la Justice, Pôle Emploi... et des Finances publiques ! « *Merci de bien vouloir contacter la plate-forme téléphonique, sinon envoyez un mail !* », et parfois sous la forme d'une ligne dédiée dans les mairies pour appeler qui ? Les services de la DGFIP !

Voici la réponse du service public de proximité version « Maison France Service » !

Est-ce le service public que l'on souhaite promouvoir ?

Est-ce le service public auquel aspire la population ?

Le service public « dématérialisé » (ou « en ligne ») favorise l'exclusion et accentue la précarité d'une grande partie de la population.

Depuis toujours, la CGT Finances Publiques dénonce ce démantèlement du réseau de la DGFIP.

L'implantation des services de la DGFIP est issue d'une construction historique et la logique républicaine qui prévalait d'adapter les emplois et les moyens aux besoins des populations est aujourd'hui remplacée par un marché de dupes, tant pour les élus locaux, que pour la population qu'ils représentent.

Une tribune de l'intersyndicale DGFIP a été signée par des élu.e.s nationaux qui alertent les citoyens et pouvoirs politiques sur la réalité et les conséquences des réformes mises en place à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et notamment du Nouveau Réseau de Proximité. (*En pièce jointe*)

Les agents dans de nombreux départements rejettent également ces délocalisations et le Nouveau Réseau de Proximité.

La crise sanitaire actuelle démontre avec force combien nos services publics ont été et sont indispensables face aux attentes des citoyens et des acteurs économiques.

Il faut redynamiser tous les territoires avec des Services de pleine compétence et des effectifs en nombre suffisant pour assurer l'ensemble des missions !